

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION

19 rue St Vincent de Paul
BP 169
62200 Boulogne-Sur-Mer

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\UNITED PETFOOD FRANCE (ex Continentale nutrition)_Wimille_0007001146\2_Inspections\2025_07_01_CI AIR_JC
Code AIOT : 0007001146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION implanté Usine Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION
- Usine Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille
- Code AIOT : 0007001146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société United Petfood exploite l'établissement situé rue Gutenberg - ZI de la Trésorerie à Wimille.

Son activité principale est la fabrication d'aliments pour animaux domestiques (croquettes pour chiens et chats).

L'activité du site a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 07/04/1997 au titre des rubriques 2220 et 2221 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2009.

Un dossier de demande d'autorisation environnementale est en cours d'instruction et permettra de mettre à jour l'arrêté du 07/04/97.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-1	Sans objet
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-2	Sans objet
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-2	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-5-3	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-1-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats du Contrôle Inopiné (Ci) des 1 et 2 juillet 2025 présentent les mêmes dépassements que ceux relevés lors des précédents CI (2022, 2023 et 2024) sur le Broyeur. L'exploitant indique que ce dépassement s'explique par le changement du ventilateur associé à cette section de canalisation. Ce changement n'avait pas fait l'objet d'un porté à connaissance.

L'installation a beaucoup évolué depuis l'arrêté d'autorisation du 04/07/97 et un dossier de demande d'autorisation environnementale est en cours d'instruction, il permettra la mise à jour de l'arrêté original, notamment de la valeur du débit du broyeur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-1
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

<p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captées à la source et canalisées. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.</p> <p>L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation ,etc ...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les différentes émissions de poussières sur les trois lignes de production sont collectées et filtrées (filtre à manche), enfin les gaz sont traités à l'ozone pour éliminer les odeurs avant d'être regroupés dans la tour et pulsés dans l'atmosphère.</p> <p>Les installations sont dans un état de propreté correct.</p> <p>Le responsable maintenance indique qu'une réserve de filtres à manche existe (1 filtre d'avance par filtre installé). Les filtres sont changés tous les ans de manière préventive.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Ouvrages de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet devront permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère devront être collectés et évacués, après traitement par l'intermédiaire d'une cheminée. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, devra être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits devra être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne devront pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché devra être continue et lente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le mandat DREAL pour l'organisme de contrôle fait état de 4 points de rejets à contrôler.</p> <p>L'exploitant indique que le site dispose de 10 points de rejets. Les points de rejets sont centralisés au niveau de la tour et passent dans un pulseur pour être envoyés à l'atmosphère. Le phénomène de siphonnage ne semble pas être possible au vu de la configuration du rejet.</p> <p>Les canalisations contrôlées ne présentaient pas de points anguleux ou de variations de sections trop importantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Ouvrages de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les canalisations de rejet d'effluents contrôlés présentaient bien un point de prélèvement d'échantillons.

Les techniciens réalisant les prélèvements indiquent que les points utilisés par l'organisme de contrôle pour le prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces éléments sont repris dans leur rapport.

Ces points sont aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Il est noté toutefois la difficulté de repérage de certains points dont le marquage n'était effectué qu'au feutre noir et non pas avec une plaque de signalisation comme d'autres en étaient pourvus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-5-3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Conduit	Hauteur (m)	Installation raccordée	débit Nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection (m/s)
1	30	sécheur flocons	9600	8
2	30	broyeur	5100	5

3	30	s é c h e u r e x t r u d é s	27600	8
4	30	transporteurs extrudés	1800	5

Constats :

L'historique des résultats des derniers contrôles inopinés (CI AIR 2024 : DEP2 sur Broyeur à 14824 Nm³/h, CI AIR 2023 : 14770 Nm³/h, CI AIR 2022 : 14600 Nm³/h) a été présenté au responsable maintenance, temporairement en charge du suivi Environnement en l'attente d'un recrutement. Celui-ci propose une explication au dépassement récurrent en débit : le ventilateur sur cette section a été changé pour un ventilateur plus puissant, cette modification n'a pas fait l'objet d'un porté à connaissance. Il apparaît qu'aucune action de correction de ce débit ne soit prévu par l'exploitant.

Les résultats du contrôle inopiné du 01/07/25, réalisé par la société Apave sont présentés dans le rapport du 28/07/25 :

La Non Conformité précédemment relevée est toujours présente : le débit sur le broyeur est mesuré à 15012 m³/h pour une **valeur autorisée** de 5100 m³/h.

Dans le dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction, la valeur nominale du ventilateur est utilisée dans l'étude de risque sanitaire (24000 Nm³/h) qui conclut à un niveau de risque non préoccupant et acceptable pour les populations. La mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation permettra de mettre à jour cette valeur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/1997, article 9-1-2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Constats :

L'installation est conçue de manière à traiter les gaz à l'aide de filtres pour éliminer les poussières puis à l'aide d'un traitement à l'ozone pour éliminer les odeurs. Les différentes canalisations de gaz sont regroupées dans la tour et propulsées dans les airs à l'aide d'un pulseur.

L'installation ne fait pas l'objet de plainte concernant l'émission de gaz odorant.

Type de suites proposées : Sans suite